

## Laurent Davezies : « Un quart de la population française vit dans des territoires qui décrochent »

Pour l'économiste Laurent Davezies (1), il faudrait, plutôt qu'essayer de retenir les gens dans des zones où il n'y a pas d'emploi, développer une politique ambitieuse d'aide à la mobilité.



**En 2012, dans *La crise qui vient*, vous annonciez le creusement inéluctable des inégalités entre les territoires. Est-ce que la France est en train de vivre aujourd'hui ?**

**Laurent Davezies:** Le creusement des inégalités entre les territoires est à l'œuvre dans notre pays depuis trente ans. Le système productif, c'est-à-dire la capacité à créer des richesses, a radicalement changé et sa géographie aussi. Il s'est tourné vers une économie de la matière grise et s'est rétracté autour des métropoles.

Ce mécanisme, qui aurait dû être alarmant, n'a pas inquiété car il a été compensé par une augmentation très forte des budgets publics, et donc des mécanismes de redistribution qui ont permis de rééquilibrer les revenus entre les territoires.

Nous étions dans une situation paradoxale, où des régions qui n'étaient pas équipées pour la mondialisation et ne comptaient aucune grande entreprise se portaient mieux que les métropoles en termes de revenus, d'emploi et de démographie. Nous étions dans un système où les wagons roulaient plus vite que la locomotive. Cela ne pouvait pas durer.

**Qu'est-ce qui a changé ?**

**L. D.:** La crise de la dette en 2011 a sifflé la fin de la partie en matière d'augmentation des dépenses publiques. Elles représentent 57 % de la richesse créée, un montant jamais atteint dans nos sociétés occidentales. Si on veut réduire les déficits, il va falloir ramener ce pourcentage à 52-53 %, voire 50 % comme l'a proposé récemment Nicolas Sarkozy.

Au niveau national, on peut assumer cette contraction des dépenses publiques, mais dans certains territoires, la rupture va être très forte. Or, dans le même temps, la concentration territoriale de la production s'est accélérée sous l'effet de la crise, détruisant les emplois dans les secteurs les plus vulnérables de l'industrie.

On a vu émerger quatre ou cinq grandes métropoles qui ont su tirer leur épingle du jeu. Entre 2007 et 2013, alors que la France a perdu, selon l'[Acooss](#), plus de 400 000 emplois salariés privés, Lyon, Nantes, Toulouse, Marseille-Aix ou encore Bordeaux ont continué à en gagner. De l'autre côté, les territoires qui étaient les plus dépendants des revenus non marchands sont de plus en plus vulnérables.

### **C'est cette « France périphérique » théorisée par le géographe Christophe Guilluy?**

**L. D.:** Il a été le premier à décrire ce phénomène de fractures territoriales et ses effets terrifiants sur la société française. Mais il considère, à mon avis un peu rapidement, qu'il y aurait 60 % des Français, tous ceux qui sont en dehors des métropoles, qui vivent dans des territoires sans avenir. Je nuancerais cette vision. Il y a les métropoles qui sont des territoires de dynamisme économique, même si elles concentrent aussi le gros de la pauvreté. Il y a ensuite ces territoires qui décrochent parce qu'ils cumulent recul de l'appareil productif, faible qualité résidentielle et baisse des dépenses publiques. Ils représentent 20 % à 25 % de la population, ce qui est déjà considérable.

Mais entre les deux, il y a de larges parties du territoire qui bénéficient encore d'une économie résidentielle forte et survivront grâce au tourisme et aux retraités. Ce sont les zones de littoral ou de montagne, bien desservies, où les prix de l'immobilier sont plus faibles que dans les métropoles, et où il est agréable de vivre. Des territoires également attractifs pour des petits entrepreneurs et des actifs non salariés et qui, avec les nouvelles technologies, vont être de plus en plus nombreux.

### **Que peut-on faire pour ces territoires qui décrochent?**

**L. D.:** Les élus ont tendance à considérer qu'il faut à tout prix essayer de retenir les jeunes en développant localement l'emploi, les formations ou le logement. Voilà trente ans qu'on fait ça et ça ne marche pas! Il faut au contraire encourager massivement la mobilité. Ce ne sont pas les territoires qui comptent mais les gens. Cela ne sert à rien de les retenir dans des zones où il n'y a pas d'emploi. Il ne s'agit pas de les faire partir pour qu'ils aillent tous s'installer à Paris ou à Toulouse, qui leur sont inaccessibles.

On observe que les actifs qui quittent ces territoires très pénalisés ne vont en général pas très loin. Il faut reculer la ligne de front. Mettre le paquet sur les zones d'accueil les plus proches qui s'en sortent le moins mal. Et pour cela, il faut libérer la mobilité, subventionner massivement les déménagements, revoir les politiques de logement et les droits de mutation qui sont un frein à la vente quand on est propriétaire.

> **Voir aussi :** [Élections départementales 2015: tour de France des départements à enjeux](#)

### **Peut-on faire un lien entre ces territoires qui décrochent et le vote Front national?**

**L. D.:** Il faut être prudent car le vote FN se diffuse et devient plus difficile à analyser. Mais on constate que le vote FN, comme celui en faveur de la gauche radicale, se développe dans ces territoires de grande vulnérabilité économique. Après la présidentielle, j'avais analysé le profil des 6 000 villes où Marine Le Pen était arrivée en tête. Ce sont beaucoup

de zones périurbaines – grande couronne de métropoles ou villes moyennes – qui regroupent une population déstabilisée ayant des qualifications intermédiaires dans des secteurs économiques fragiles.

C'est la classe moyenne, et pas les pauvres, qui a quitté les centres-villes et les premières couronnes pour accéder à la propriété et s'est retrouvée piégée dans des territoires sans avenir, parce qu'entre-temps l'économie a changé. Ce sont plutôt des « moyens Blancs » que des « petits Blancs ».

***RECUEILLI PAR CÉLINE ROUDEN***

(1) Laurent Davezies est professeur au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam).

<http://www.la-croix.com/Actualite/France/Laurent-Davezies-Un-quart-de-la-population-francaise-vit-dans-des-territoires-qui-decrochent-2015-03-16-1291580>

